

# Capitale

Ce numéro de *L'Architecture d'aujourd'hui* consacré aux équipements sportifs était prévu de longue date, en vue des Jeux olympiques d'été de Rio de Janeiro. Puis il y eut le 13 novembre. Chez AA, nous avons été, comme tant d'autres, bouleversés par ce drame qui a eu lieu à quelques mètres de nos locaux. Nos pensées vont aux disparus et à leurs proches. Depuis, les sujets ne traitant pas directement des attentats semblent secondaires. Le rôle de l'architecture dans la défense de nos libertés n'est pas évident à cet égard, mais il reste crucial quand on l'appréhende comme initiateur de réhabilitation urbaine et de mixité sociale.

Les infrastructures sportives sont, au même titre que le logement collectif ou les équipements culturels, des programmes clés dans la réalisation de ces enjeux. Des objectifs sans doute trop souvent transformés en faire-valoir au profit de politiques de marketing urbain. En 2012, Londres accueillait les JO grâce à sa stratégie de long terme, Legacy. Ils furent l'occasion d'aménager une vaste friche industrielle à l'est de la ville. Mais le bilan n'est pas aussi positif qu'il y paraît. La facture reste salée (12,5 milliards d'euros – une bagatelle au regard des 37 milliards d'euros dépensés pour les Jeux d'hiver 2014 à Sotchi, les plus chers de l'histoire des olympiades) et, surtout, les aménagements aboutissent à un modèle urbain désincarné. Et que dire de ce qui s'annonce à Rio ? Alors que le Comité olympique estime que 63 % de la population carioca aura accès aux transports publics après les Jeux prévus en 2016 (contre 13 % en 2009), le partenariat public-privé mis en place pour réhabiliter la zone portuaire a engagé la planification urbaine sur la voie de la privatisation, entraînant des déplacements forcés de population. Ainsi, la favela de la Vila Autódromo bordant le futur village olympique a été vidée de 80 % de ses habitants. Il est probable qu'en 2016, Rio se targue d'un centre-ville réhabilité, mais aussi d'inégalités sociales accentuées. En concentrant ses aménagements en Seine-Saint-Denis, si Paris était choisie pour les JO 2024, la Ville pourrait-elle inverser la tendance ? Ce département français demeure le plus pauvre du pays malgré les transformations dont il fait l'objet depuis plus de vingt ans. Et si le sport participait enfin, à l'échelle de la métropole comme il le fait souvent à celle de la commune, à réincarner nos valeurs si rudement mises en péril depuis le 13 novembre ? Vœu pieux ? Plutôt un état d'urgence.

*Emmanuelle Borne*